

# **Procès-Verbal de la séance**

## **Du Conseil Municipal du 10 Décembre 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le dix décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de COUDDES (Loir et Cher), dument convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre RABUSSEAU, Maire.

Présents : RABUSSEAU Jean-Pierre, BOURDIN Anne, VEUX Géraldine, MORLAND Benoist, JANVIER Julien, LELOIR Jean-Luc, MARQUET Martine, LEPAGE Chantal, NORMAND Mathieu, SALMAIN Carole

Absents excusés : M. MOREAU Jean-Paul qui donne procuration à M. RABUSSEAU Jean-Pierre  
M. SIMON Cyril qui donne procuration à M. MORLAND Benoist  
Mme GANGNEUX Corinne

Secrétaire de séance : Mme SALMAIN Carole

Date de convocation : 04 Décembre 2024

### Ordre du jour :

- Bail Antenne
- Redevance Assainissement
- Convention de prise en charge communes
- Convention transfert excédent ou déficit
- Clôture du budget Assainissement
- Questions diverses

### **Approbation du compte rendu de la séance précédente**

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 21 Novembre 2024 rédigé sous le contrôle du secrétaire de séance est approuvé par les membres présents

### **Bail Antenne**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a été saisi d'une demande d'implantation d'un relais de téléphonie mobile.

Ce relais serait composé de :

- Un dispositif d'antennes sur le pylône
- D'armoires techniques
- D'une clôture

Il serait implanté sur la parcelle au lieu-dit Les Guignes.

Après avoir pris connaissance de ce dossier, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable sur les termes du bail à intervenir

### **Délibération relative à la redevance Performance systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025**

Le Conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4  
Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025

Vu la délibération n°2024-97 du 15 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Loire Bretagne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Vu la convention de mandat en date du 22 Octobre 2024 conclue entre la société Véolia et la commune de Couddes sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement par La Société Véolia qui facture conjointement l'eau et l'assainissement, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au BOFIP-GCP-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J).

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 par :

- Une redevance « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau.
- Et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux collectivités compétentes pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables (ou à leurs établissements publics de coopération compétents) ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau 0,28 €/m<sup>3</sup> ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ;  
il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au début de l'année civile qui suit
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Loire Bretagne a fixé à 0,28 € HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année)

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie

**Considérant** qu'il appartient à Véolia (entité en charge du recouvrement de la redevance d'assainissement collectif) de facturer et d'encaisser auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et de reverser à la commune les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement ;

Après en avoir délibéré et procédé au vote, Le Conseil Municipal, à l'unanimité ;

#### **Décide :**

- De fixer à 0,084€/m<sup>3</sup> la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025
- Que cette contre-valeur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et encaissée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée à la commune, au titre de sa compétence pour le traitement des eaux usées, selon les modalités déterminées dans la convention du mandat d'encaissement.

#### **Délibération pour accepter la convention financière de répartition des charges assainissement dans les budgets communaux**

Il est rappelé que, à la date du transfert de compétences, la Communauté de communes reprendra l'ensemble des missions exercées par la commune jusqu'alors, et se substituera à celle-ci pour les différents engagements contractuels en cours d'exécution et afférents à l'exercice de la compétence qui lui sera nouvellement transférée. Dans ce cadre, l'ensemble des marchés ou contrats concernés par la compétence assainissement collectif lui seront transférés.

Une convention prévoit les modalités de prise en charge des dépenses par la commune de façon temporaire sur 2025. Elle prévoit également les modalités de remboursement de la commune par la Communauté de communes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Approuve la convention de prise en charge des dépenses par la commune présentée en annexe à cette délibération
- Autorise Mme ou M Le Maire, ou son représentant, à engager l'ensemble des démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

#### **Délibération pour accepter la convention de transfert de résultats**

Le transfert des compétences entrainera la dissolution des budgets annexes communaux. En conséquence, l'actif et le passif concerné par les compétences transférées des budgets communaux vont être transférés à la communauté de communes. L'ensemble des immobilisations et contrats (de commande publique et de prêts) seront détenus et exercés par la communauté de communes.

A défaut de précisions réglementaires (article 1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales), la jurisprudence a pu clarifier le sort des résultats budgétaires. Il en ressort que les résultats budgétaires constatés avant transfert de compétence sont maintenus dans la comptabilité de la commune, en tant que résultante de l'activité de celle-ci lorsque la commune était compétente.

Toutefois, le domaine de l'Eau et de l'Assainissement constitue un cas particulier, puisque soumis au principe d'équilibre financier qui nécessite l'individualisation des dépenses et des recettes au sein d'un budget autonome, assortie de l'impossibilité de financement par le budget principal. De ce fait les

résultats budgétaires peuvent être aisément identifiés et transférés en tout ou partie à la communauté de communes compétente au 1<sup>er</sup> janvier.

Il est rappelé qu'en cas de besoin de financement sur les exercices 2025 et suivants, en l'absence de versement intégral des excédents communaux, la hausse de la tarification sera le seul moyen permettant d'équilibrer les comptes.

En concertation entre la commune et la Communauté de communes, une convention prévoyant le transfert des résultats comptables des budgets annexes eau et assainissement est proposée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Approuve la convention de transfert de résultats présentée en annexe à cette délibération
- Autorise Mme ou M Le Maire, ou son représentant, à engager l'ensemble des démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **Délibération de clôture des budgets annexes eau et assainissement**

Considérant que le transfert des compétences eau et assainissement collectif à la Communauté de communes emporte la dissolution du budget annexe afférent de la commune,

Considérant que la dissolution du budget annexe entraîne la reprise du passif et de l'actif de ce budget dans le budget principal de la commune via des opérations d'ordre non budgétaires opérées par le comptable public,

Considérant que les résultats budgétaires de clôture 2024 seront également intégrés dans le budget principal de la commune puis retransférés à la Communauté de communes selon les modalités évoquées dans la convention dédiée,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Autorise la clôture des budgets annexe eau et assainissement,
- Autorise le comptable public à procéder à l'intégration des comptes de ce budget annexe dans le budget principal de la commune,
- Autorise, M. ou Mme le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

### **Questions diverses :**

- Le conseil demande à être informé des assemblées générales des associations de la commune.

- Il n'y a que des retours positifs du marché de Noël, même s'il y avait moins de visiteurs que l'année dernière.

- Il est envisagé de faire une partie rampe au niveau des marches de l'entrée de l'Eglise pour les personnes handicapés.

La séance est levée à 22 heures.